

Groupe de travail 1 : Développement et prospérité économique



Vers une accélération du financement climatique : Forger un nouveau partenariat entre les Sud global et Nord global

Auteurs

Neha Khanna, responsable, Climate Policy Initiative, Inde

Casper Sonesson, conseiller politique, Fonds d'équipement des Nations Unies, États-Unis

Shayak Sengupta, Fellow, Energy & Climate, Observer Research Foundation America, États-Unis

Daniel Suryadarma, chercheur, Institut de la Banque asiatique de développement, Japon

Auteurs contributeurs

Aanandita Sikka, analyste, Climate Policy Initiative, Inde

Edoardo Tancioni, Chargé de programme Équipe des politiques – Direction, United Nations Capital Development
Fonds, États-Unis

Sagatom Saha, chercheur adjoint, Center on Global Energy Policy, Columbia University, États-Unis
États

Budy Resosudarmo, professeur, département d'économie Arndt-Corden, Université nationale australienne,
Australie



Abstrait

La décarbonation à l'échelle de l'économie est essentielle pour atteindre les objectifs climatiques fixés dans l'Accord de Paris. Cela nécessitera le déploiement et la mise à l'échelle d'infrastructures et de technologies vertes.

Alors que les flux financiers vers l'action climatique - à la fois l'atténuation et l'adaptation - ont augmenté, le taux d'augmentation a été beaucoup plus lent par rapport au taux de croissance des investissements requis, ce qui a entraîné un déficit croissant de financement climatique. Les économies émergentes et en développement (EMDE) et les pays les moins avancés (PMA), en particulier, ont connu des lacunes importantes en matière d'atténuation et d'adaptation. En outre, dans la majorité des pays en développement, les finances publiques sont tendues, l'inflation est élevée et la dette augmente en raison de la pandémie et des conditions géopolitiques volatiles. Cela aggrave le problème, en particulier compte tenu du fait que les EMDE et les PMA connaîtront une croissance rapide et auront besoin d'investissements accrus.

La note d'orientation examine les moyens de combler cette lacune et le rôle des pays du Groupe des Sept dans le soutien de ce voyage.

Arrière-plan

L'Accord de Paris a fixé un objectif ambitieux consistant à maintenir l'augmentation de la température mondiale « bien en dessous de 2 degrés, de préférence 1,5 degrés Celsius » au-dessus des niveaux préindustriels. Un rapport de la Climate Policy Initiative (CPI) (Naran et al. 2022) estime que pour ce faire, au moins 4,3 billions de dollars sont nécessaires chaque année d'ici 2030 (taux de croissance annuel composé de 21 %). La dernière décennie (2011-2020) a vu un quasi-doublement du financement climatique avec des flux cumulés totalisant 4,8 000 milliards de dollars. Cependant, cela est insuffisant pour atteindre un objectif de réchauffement climatique de 1,5 ° C. Le rapport suggère que l'investissement privé augmente mais pas à l'échelle nécessaire pour cette transition. Il est donc nécessaire d'identifier de nouveaux moyens de tirer parti du capital public pour attirer davantage d'investissements privés.

Pour atteindre les objectifs climatiques fixés dans l'Accord de Paris, la décarbonisation de l'ensemble de l'économie est essentielle. Cela nécessitera le déploiement et la mise à l'échelle d'infrastructures et de technologies vertes. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que 6,9 000 milliards de dollars sont nécessaires chaque année jusqu'en 2050 pour investir dans les infrastructures afin d'atteindre les objectifs de développement ainsi que la transition vers un avenir à faible émission de carbone et résilient au changement climatique (OCDE, 2018). De même, il existe un déficit important de financement pour l'adaptation au changement climatique, avec des besoins d'adaptation annuels estimés entre 160 et 340 milliards de dollars d'ici 2030, et jusqu'à 565 milliards de dollars d'ici 2050. Économies émergentes et en développement (EMDE) et pays les moins avancés (Les PMA), en particulier, ont connu d'importants déficits de financement pour l'adaptation (PNUE, 2022). Ces défis devront être relevés pour que les flux financiers augmentent vers les économies en développement.

Une grande partie de cet investissement devra être dirigée vers les EMDE, qui connaîtront probablement la plus forte croissance de la demande d'infrastructures et de services. Actuellement, dans la majorité des pays en développement, les finances publiques sont tendues, l'inflation est élevée et la dette augmente en raison de la pandémie et des conditions géopolitiques volatiles. En outre, la majeure partie des investissements internationaux est actuellement dirigée vers les économies avancées et la République populaire de Chine en raison du coût élevé du capital dans les économies EMDE. Le coût élevé du capital est généralement attribué au risque perçu plus élevé associé aux EDME. Il est donc difficile pour les EMDE de répondre à leurs besoins de financement climatique.

VERS UNE ACCÉLÉRATION DES FINANCEMENTS CLIMAT :
FORGER UN NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE
LE SUD MONDIAL ET LE NORD MONDIAL



Pour que les investissements climatiques se développent dans les EMDE, il est important d'attirer des capitaux privés supplémentaires. Cela peut se faire par le biais d'instruments de réduction des risques et en mélangeant des capitaux publics ou philanthropiques avec des capitaux privés non concessionnels.

Les approches de financement mixte peuvent jouer un rôle central dans l'augmentation des flux de financement climatique privé. Selon un rapport de Convergence (2022a), même si le changement climatique représente environ 50 % des transactions annuelles impliquant des financements mixtes depuis 2011, le montant total investi sur la période 2019-2021 a chuté de près de 50 % pour atteindre à peine 14 milliards de dollars, par rapport au montant investi sur la période 2016-2018.

Trois défis majeurs empêchent le financement mixte de mobiliser des financements à l'échelle nécessaire dans les PMA : le manque de participation des investisseurs, le manque d'orientation stratégique et l'utilisation catalytique inefficace du capital public. Le problème sous-jacent de l'équilibre entre les attentes de rendement et l'appétit pour le risque des investisseurs continue d'entraver l'adoption du financement mixte pour les investissements axés sur le climat. Avec l'attention et le besoin accru de financement climatique, le Groupe des Sept (G7) peut jouer un rôle central dans l'augmentation des flux de financement climatique par le biais de financements mixtes et d'instruments de réduction des risques, en particulier dans les PMA, où ils sont le plus nécessaires.

Augmenter le financement de l'action climatique

Les pays en développement doivent investir massivement dans les technologies et les infrastructures vertes pour assurer une transition opportune, harmonieuse et juste vers des économies à faibles émissions de carbone. Pour que les investissements augmentent, la poursuite des efforts du G7 et des partenariats solides entre les pays du G7 et du G13 sont cruciaux. Alors que l'Accord de Paris a établi une base solide pour les flux de fonds, les flux réels sont longtemps restés faibles.

Les initiatives existantes des banques multilatérales de développement (MDB) et du G7 comprennent les suivantes :

1. 2011 a vu la formation du Partenariat pour la préparation du marché, qui depuis son lancement a aidé 23 pays à établir les éléments de base nécessaires pour mettre en œuvre la tarification du carbone, tandis que la Banque mondiale a lancé le Partenariat pour la mise en œuvre du marché en 2021 dans le but de mettre la tarification du carbone politiques et programmes en place dans au moins 30 pays d'ici 2025.
2. Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) : Le premier JETP a été établi entre les membres du G7 et l'Afrique du Sud lors de la COP26 à Glasgow en 2021, suivi par l'Indonésie et le Viet Nam en 2022. Des discussions sont en cours avec l'Inde et le Sénégal.
3. Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII) : Lancé lors du sommet du G7 de 2022 en Allemagne, le PGII vise à mobiliser 600 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures mondiales auprès de sources publiques et privées d'ici 2027, dont 200 milliards de dollars déjà promis par les États-Unis.
4. Mécanisme de transition énergétique (MTE) : pour accélérer la transition énergétique en Asie et dans le Pacifique, la BAD travaille avec des partenaires régionaux et internationaux pour soutenir, étudier et piloter un MTE évolutif.

S'appuyant sur les initiatives ci-dessus, le G7 peut encore faciliter une augmentation des flux de financement vert essentiels à la transition des EDME vers des économies à faibles émissions de carbone en :



1. Aider à la restructuration et à la gestion de la dette des pays en développement pour faire de la marge aux investissements climatiques ; 2. Concevoir des mécanismes d'atténuation des risques pour réduire le coût du capital et attirer investissements; et 3. Accroître le financement de l'action climatique par le biais des réformes des BMD.

Restructuration et gestion de la dette pour l'action climatique

Les conditions économiques continuent d'être instables à la suite de la pandémie et compte tenu de l'instabilité géopolitique actuelle. Les gouvernements sont aux prises avec la hausse des prix des importations et la dette. Selon le FMI, 41 pays sont à haut risque de surendettement (Guillaume Chabert, 2022). Dans ces circonstances atténuantes, la restructuration de la dette devient un levier important pour faire de la marge aux investissements verts. L'un de ces leviers est l'échange dette-climat (DFC).¹ Le succès des échanges DFC dépend de deux facteurs : une définition claire de l'utilisation des fonds et le montant de l'allègement de la dette offert.

Atténuation des risques : socialiser le risque pour une cause mondiale

La plupart des investissements dans les technologies vertes (telles que les énergies renouvelables) nécessitent des investissements initiaux élevés et sont perçus comme risqués, entraînant un coût élevé du capital. Combiné aux primes de risque souverain, il devient presque impossible de mobiliser des investissements privés dans l'action climatique dans les pays en développement, en particulier dans les PMA. Le tableau 1 présente les rendements attendus des projets solaires dans différents pays.

Afin de réduire les primes de risque pour les projets climatiques dans les marchés émergents, il est nécessaire de disposer d'un mécanisme d'atténuation des risques dégroupé. La dissociation du risque impliquerait que le risque soit transféré à différentes entités – par exemple, le risque politique peut être transféré à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Le G7 pourrait prendre des mesures ciblées pour mettre en place un mécanisme mondial d'atténuation des risques afin de détourner les flux vers les pays en développement et de réduire le coût du capital. Une telle facilité serait adossée à un capital exigible/des garanties fournies par les pays du G7 et se concentrerait sur la gestion du risque de crédit (souverain et acheteur). Un exemple d'une telle installation est présenté à la figure 1

¹ Les échanges DFC sont un type d'échange de dettes dans lequel le pays débiteur, au lieu de continuer à effectuer des paiements de dette extérieure dans une devise étrangère, effectue des paiements dans la devise locale pour financer des projets climatiques au niveau national.

VERS UNE ACCÉLÉRATION DES FINANCEMENTS CLIMAT :
FORGER UN NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE
LE SUD MONDIAL ET LE NORD MONDIAL

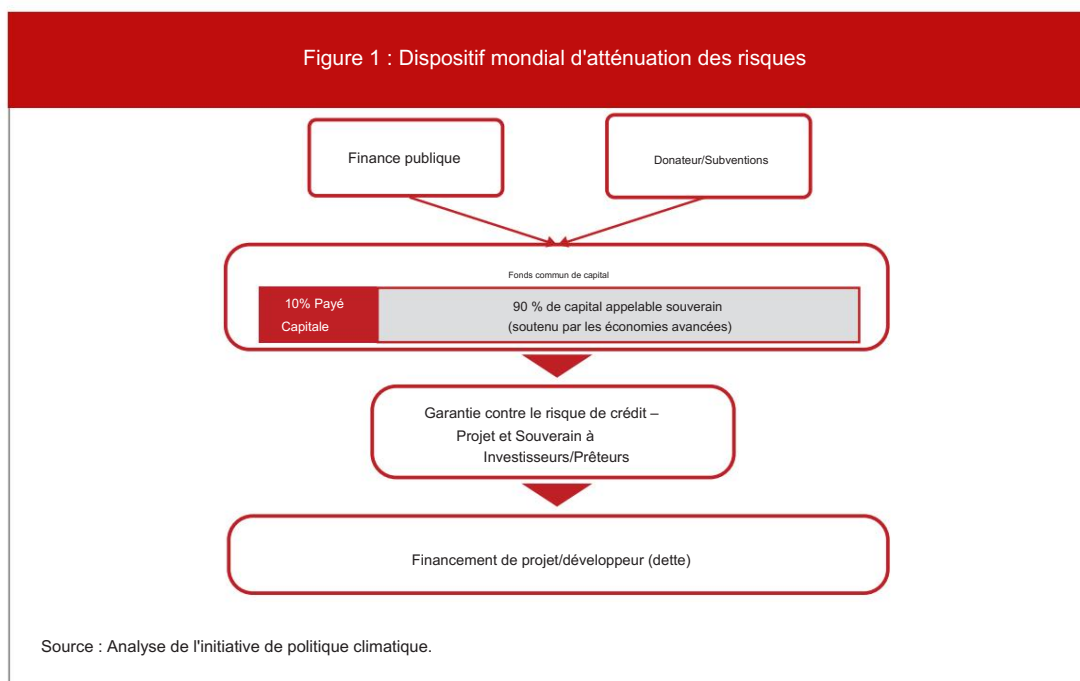


Tableau 1 : Retour sur investissement attendu dans les projets solaires dans différents pays

Pays	Notation S&P	Rendement requis des projets solaires (%)
Allemagne	AAA	7
États-Unis	AA+	9
Emirats Arabes Unis	AA	dix
Arabie Saoudite	UN-	12
Chili	UN	12
Maroc	BBB-	15
Inde	BBB-	17
Algérie	BBB-	18
Oman	BB-	18
Pérou	BBB-	20
Costa Rica	B	21
Namibie	BB-	21
Ghana	B-	22
Brésil	BB-	22
Nigeria	B+	22
Bolivie	B+	24
Tanzanie	B	24
Egypte	B	28
Zambie	CCC-	38
Argentine	CCC+	52

Source : Climate Policy Initiative (à paraître).

Figure 1 : Dispositif mondial d'atténuation des risques



Source : Analyse de l'initiative de politique climatique.



Développer et accélérer les prêts grâce aux réformes des BMD

Les BMD ont contribué de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) par le biais de prêts concessionnels et non concessionnels aux pays en développement. Les réformes visant à accroître l'appétit pour le risque sur la base du ratio d'adéquation des fonds propres et du capital exigible offriront une marge de manœuvre pour des prêts supplémentaires (Sustainable Financing Working Group, 2022). Le groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement climatique (IHLEG) dans son rapport suggère que les incitations des BMD devraient viser à mobiliser des financements externes plutôt que des volumes de prêts (Groupe d'experts de haut niveau sur le financement climatique, 2022). Cela peut se faire en étendant les garanties pour aider les économies en développement à attirer des financements privés et à obtenir des financements à de meilleures conditions. Cela peut aider à mobiliser des ressources externes au-delà de la capacité de prêt des BMD. Enfin, des réformes de processus sont également nécessaires pour refléter les réalités contemporaines. Cela pourrait inclure une plus grande transparence dans la prise de décision et des droits de vote non représentatifs.

Stimuler le financement mixte pour l'action climatique, surtout dans les PMA

Le SDG Stimulus to Deliver Agenda 2030 du Secrétaire général des Nations Unies comprend un appel à accroître et à améliorer l'utilisation d'approches de financement mixtes pour mobiliser davantage de financements privés pour le climat et les ODD (Nations Unies 2023). Dans la perspective du Sommet des Nations Unies sur les ODD et du Sommet des Nations Unies sur l'ambition climatique en septembre 2023, et du Sommet du futur en 2024, les membres du G7 pourraient envisager de poursuivre trois actions clés pour renforcer l'utilisation d'approches mixtes pour mobiliser le financement climatique privé, en particulier dans les PMA là où les besoins sont les plus grands et où les financements privés restent extrêmement rares².

1. Renforcer l'inclusion et l'efficacité des approches de financement mixte dans l'aide au développement à l'étranger

L'aide au développement à

l'étranger (APD) actuelle n'est pas suffisamment adaptée pour répondre au besoin urgent de catalyser le financement de la transformation structurelle vers des économies vertes inclusives et de faire face à la crise climatique. Une approche à deux volets³ pourrait être poursuivie pour aligner davantage les stratégies d'APD en mettant davantage l'accent sur la mobilisation des financements du secteur privé : i. Renforcer et intégrer les

considérations climatiques et l'utilisation de véhicules de financement mixtes : Rediriger une plus grande partie du financement du développement et du climat pour qu'il soit utilisé comme capital catalytique dans le but explicite de débloquer le financement climatique privé.

Mettre l'accent sur les approches qui peuvent mobiliser des financements privés à grande échelle et qui ont le plus grand impact sur le développement durable conformément au programme d'action d'Addis-Abeba et aux ODD. Cela impliquerait de mettre davantage l'accent sur la normalisation des véhicules de financement mixte afin de réduire la complexité et les coûts de transaction, ce qui empêche de nombreux investisseurs traditionnels de placer des capitaux dans le financement mixte.

² Entre 2012 et 2018, seulement 6 % des financements privés mobilisés par les interventions de financement du développement l'ont été dans les PMA (OCDE/FENU 2020).

³ La double révision proposée des perspectives de l'APD répond directement à la priorité fixée par les PMA dans le Programme d'action de Doha pour la décennie 2022-2031 (résolution A/76/L.47) (par. 257).

VERS UNE ACCÉLÉRATION DES FINANCEMENTS CLIMAT :
FORGER UN NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE
LE SUD MONDIAL ET LE NORD MONDIAL



Pour les marchés des PMA plus risqués et plus petits, l'adoption d'approches de portefeuille, par opposition à une pratique transaction par transaction, peut permettre l'agrégation et la mutualisation des risques (Ghosh, Arunabha et Nandini Harihar 2021) entre projets, secteurs et pays. 5

Déployer des approches mixtes de financement climatique qui aident à développer des secteurs financiers nationaux et des marchés de capitaux qui peuvent introduire des financements commerciaux au fil du temps, par exemple en investissant dans l'intermédiation financière nationale et en recherchant la participation d'investisseurs locaux, tels que les fonds souverains et les fonds de pension.⁶

ii. Baser les interventions climatiques et de financement mixte sur des priorités nationales et locales clairement définies pour garantir un impact évolutif :

Concentrer les interventions de financement mixte sur les priorités en matière de climat et de croissance verte identifiées dans les contributions déterminées au niveau national et les cadres de financement nationaux intégrés (INFF)⁷.

Adaptation au climat et renforcement de la résilience, parallèlement à un accès accru à l'énergie⁸ sont des priorités essentielles dans la plupart des PMA. Les membres du G7 pourraient défendre des approches qui mobilisent des capitaux privés dans des investissements dans des infrastructures résilientes au changement climatique, telles que des fonds de financement mixte⁹ et des obligations vertes et municipales, et des approches basées sur des portefeuilles pour financer les petites et moyennes entreprises qui sont souvent les principaux fournisseurs de services propres décentralisés. /solutions énergétiques renouvelables dans les PMA.

2. Soutenir le développement d'environnements favorables et renforcer les capacités pour

Financement et développement de projets bancables

Sur demande, les pays du G7 pourraient fournir une capacité et un soutien technique pour promouvoir des cadres politiques et réglementaires solides et propices qui aident à attirer les investissements du secteur privé. Pour favoriser l'appropriation des changements politiques, le G7 pourrait soutenir des mécanismes de coopération triangulaire qui relient les PMA aux membres du G7 et à d'autres pays en développement pour échanger des expériences de réformes politiques qui contribuent à permettre des transactions de financement mixte et des investissements du secteur privé.

En outre, le G7 pourrait fournir un financement « relais » catalytique pour réduire les risques des investissements en phase de démarrage et des entreprises en croissance et développer une réserve d'actifs bancables. Le manque d'opportunités d'investissement viables et durables sur de nombreux marchés frontières est une contrainte majeure

⁴ Par exemple, les fonds structurés avec des tranches senior de dette avec un risque et un rendement plus faibles qui peuvent attirer les fonds souverains et les fonds de pension privés, et des tranches junior avec un risque et un rendement plus élevés, que les donateurs, les banques nationales de développement et les BMD peuvent récupérer (voir Alliance GISD (2021)).

⁵ Le One Planet Lab (2021), dans son rapport sur le financement mixte pour l'intensification des investissements dans le climat et la nature, fournit des suggestions supplémentaires pour la réalisation d'investissements climatiques par le biais d'approches au niveau du portefeuille pour le développement de projets et la mobilisation de financements en aval.

⁶ De même, Convergence (2022b) met en évidence le renforcement des marchés de capitaux locaux et des institutions financières dans les marchés émergents et les économies en développement comme moyen d'accéder à l'épargne locale et aux investissements transfrontaliers directs en faveur de l'action climatique.

⁷ Les INFF fournissent un cadre pour le financement des priorités nationales de développement durable et des ODD au niveau national (<https://inff.org>).

⁸ La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED 2021) a estimé qu'en 2019, quelque 570 millions de personnes vivant dans les PMA n'avaient pas accès à l'électricité.

⁹ Par exemple, le Fonds international d'investissement municipal, créé par le Fonds d'équipement des Nations Unies et Cités et gouvernements locaux unis en collaboration avec le Fonds mondial de développement des villes, a été conçu comme un fonds d'appui aux municipalités pour accroître la capacité des gouvernements locaux à accéder marchés de capitaux et par le biais d'intermédiaires.



à attirer des capitaux privés, en particulier dans les PMA, y compris dans l'espace climatique. Lorsque l'absence d'une réserve de projets pouvant être investis est une contrainte majeure, le G7 pourrait envisager de travailler plus étroitement avec le soutien de partenaires spécialisés, y compris les Nations Unies et les BMD pour :

- i. Renforcer l'assistance technique et

les installations de préparation de projets pour accélérer le développement de projets bancables.

- ii. Allouer un financement « relais » catalytique aux entreprises et aux projets prometteurs qui ne sont pas encore prêts à attirer des investisseurs averses au risque et aux taux du marché. Le capital sous forme de subventions catalytiques et de prêts et garanties concessionnels à faible taux d'intérêt peut aider à réduire les risques et à renforcer la capacité financière et les antécédents de crédit afin qu'au fil du temps, des fournisseurs de capitaux supplémentaires puissent être amenés. Un tel financement catalytique peut être particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises. entreprises de croissance moyenne.¹⁰

3. Favoriser la mesure de l'impact, la responsabilité et la transparence des impacts sur le développement des transactions de financement mixte

Pour s'assurer que les investissements privés atteignent les objectifs de développement prévus et produisent des résultats positifs en matière de climat et de développement, le G7 pourrait donner la priorité à la promotion de la mesure de l'impact, de la responsabilité et de la transparence pour susciter l'intérêt et le déploiement du financement mixte dans le dernier kilomètre. Ceci est essentiel pour :

- je. Analyser et établir des attentes communes en matière d'impact et de retours possibles.
- ii. Comprendre les niveaux efficaces de capital mixte/concessionnel et concevoir des véhicules, par conséquent.
- iii. Assurer la responsabilisation et une approche de gestion axée sur les résultats et éviter les impacts la lessive.

Cela comprend des mesures concrètes qui favorisent la responsabilité et la transparence des transactions de financement mixte, notamment :

- je. La normalisation des systèmes de mesure d'impact pour permettre une mesure et un rapport cohérents et prévisibles sur les résultats de développement des transactions de financement mixte.¹¹ L'adoption de mesures d'impact standard pour collecter et analyser les données aiderait à définir des attentes et des exigences claires pour toutes les parties impliquées, à , et permettre l'apprentissage croisé et le référencement entre les parties prenantes intéressées
- ii. Accroître la transparence des impacts des investissements grâce à une plus grande documentation et diffusion des impacts qui sont accessibles au public (par exemple, grâce à des rapports détaillés sur les résultats sociaux, environnementaux et économiques, ainsi que sur les défis, les risques et les leçons tirées des transactions de financement mixte) .

Ces deux mesures contribueraient à contrer les risques perçus par les investisseurs privés qui limitent souvent leur participation à ces marchés, ainsi qu'à renforcer la confiance des parties prenantes quant à l'intérêt de rechercher des instruments et des accords de financement mixtes.

^{dix} Par exemple, le Bridge Facility de l'UNCDF vise à combler le déficit de financement du développement dans les pays les moins avancés (<https://www.uncdf.org/article/7015/the-bridge-facility-a-dedicated-financing-facility-for-les-lmc>).

¹¹ Le Comité des donateurs pour la norme de développement des entreprises, les Principes opérationnels pour la gestion de l'impact hébergés par la Société financière internationale et les Normes d'investissement et de rapport sur l'impact du Global Impact Investing Network sont des exemples prometteurs d'efforts clés pour harmoniser la mesure de l'impact entre les investisseurs.

Autres outils et moyens pour améliorer le financement climatique

1. Harmonisation des politiques industrielles, commerciales et climatiques du G7 et promotion de la technologie

Diffusion aux pays en développement

La nécessité d'augmenter le financement climatique coïncide malheureusement avec un changement de paradigme du commerce international vers la fragmentation et le protectionnisme. Bien que les pays développés aient l'obligation morale d'orienter massivement les financements climatiques vers les pays en développement pour les aider à se décarboner rapidement et à s'adapter, des progrès insuffisants ont été réalisés pour catalyser le triplement des flux financiers nécessaires pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux d'ici 2030. Le G7 tombe toujours bien en deçà de son objectif collectif. Les pays développés doivent proposer des solutions qui complètent le financement concessionnel en réduisant les obstacles au commerce et en augmentant la diffusion de la technologie.

Les gouvernements, y compris les États-Unis (É.-U.) et sa loi sur la réduction de l'inflation, se tournent vers les subventions et les dispositions d'approvisionnement national pour lutter simultanément contre le changement climatique et atteindre des objectifs économiques et géopolitiques. Ces incitations devraient réduire le coût des technologies énergétiques propres naissantes et accélérer la migration des combustibles fossiles.

Cependant, sans coopération et coordination mondiales, ces subventions risquent une course vers le bas où (i) les investissements dans les énergies propres et la capacité technologique s'accumuleront dans les pays à revenu élevé capables de fournir le plus de subventions et (ii) les pays en développement, sans ces ressources, réagira en édictant de nouvelles barrières telles que des interdictions d'exportation ou des tarifs douaniers pour inhiber le flux de financement et de technologie de l'énergie propre.

je. Coordonner les règles de la route sur la politique industrielle verte

Ces défis potentiels exigent que les pays développés et les pays en développement coordonnent les règles de conduite lorsqu'ils distribuent des subventions vertes. Les groupements de pays développés comme le G7, l'Union européenne et l'OCDE, ainsi que les pays en développement concernés comme l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde, et des organisations comme l'Union africaine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont les principaux candidats qui pourraient mener à bien cette coordination. Cette coordination doit rendre compte du double objectif de ces subventions : décarbonation globale concertée et accroissement de la compétitivité économique domestique.

Fonder la coordination sur les institutions commerciales mondiales existantes ou sur tout nouvel accord commercial a peu de chances de réussir à court terme. Des institutions comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sont mal équipées pour équilibrer les investissements nationaux et le système commercial international. Les investissements qui répondent à des préoccupations nationales géopolitiques et stratégiques peuvent aller à l'encontre des règles du commerce international, déclenchant de longs différends à l'OMC ou l'ignorance pure et simple de ses décisions. Il se peut que pour de nombreuses démocraties, y compris les États-Unis, les stratégies climatiques les plus ambitieuses et politiquement durables soient contraires aux règles de l'OMC. Empêcher le protectionnisme sans tenir compte de la crise climatique n'incite guère les grands pays à adhérer à l'ancien système. L'OMC doit trouver des moyens de se mettre à jour pour s'adapter à son époque, de peur que les grands pays ne les ignorent complètement. La réforme n'est peut-être pas une perspective à court terme, mais le G7 pourrait commencer par une soi-disant «clause de paix climatique», en vertu de laquelle les gouvernements s'abstiendraient d'invoquer les mécanismes de règlement des différends pour contester les plans climatiques des uns et des autres. Le G7 pourrait alors s'appuyer sur sa proposition de club climatique pour élaborer un accord de suivi établissant des règles pour le climat



et le commerce qui créent des attentes réalistes que les pays poursuivront des mesures commerciales populaires au niveau national pour faire progresser l'action climatique tout en encourageant les garde-fous contre un cercle vicieux de tarifs douaniers et de protectionnisme qui pénalisent surtout les pays en développement.

ii. Réduire les obstacles au commerce et promouvoir le financement concessionnel pour l'activation du Net-Zero

Les technologies

Associé à la coordination des subventions vertes, le G7 devrait mettre en commun et accroître deux composantes nécessaires pour que les pays à revenu faible et intermédiaire déploient les technologies propres émergentes : le financement concessionnel et l'assistance technique. De plus, les composantes devraient adopter une approche sectorielle pour les réductions d'émissions transformatrices afin de tenir compte des caractéristiques géoéconomiques respectives, par exemple, la décarbonisation de l'acier est fondamentalement différente de la décarbonisation de l'électricité résidentielle.

Alors que la nécessité d'un financement concessionnel commun est bien comprise pour que les pays à capitaux limités se décarbonent, l'assistance technique et le transfert de technologie restent un aspect sous-estimé. Un échange adéquat de nouvelles technologies habilitantes au net zéro stimulera le développement économique dans les pays respectifs en intégrant les pays en développement dans les chaînes d'approvisionnement mondiales croissantes pour la fabrication d'énergie propre.

Cela augmentera la résilience de ces chaînes d'approvisionnement en créant des nœuds ou des centres de chaînes d'approvisionnement régionales en énergie propre afin d'éviter la concentration et la dépendance à l'égard d'un seul pays ou d'une seule région.

De plus, ces efforts peuvent minimiser la reproduction des schémas actuels du commerce mondial de l'énergie où de nombreux pays en développement servent de sources de matières premières mais sont soumis à la volatilité des prix externes des produits manufacturés. Pour ce faire, il faudrait que les pays à revenu faible ou intermédiaire occupent des portions de produits intermédiaires et finis à valeur plus élevée des nouvelles chaînes d'approvisionnement en énergie propre. Une façon pour le G7 de réduire les barrières commerciales serait de coupler les efforts de transfert de technologie avec des financements concessionnels. Par exemple, les accords de financement concessionnel ou les projets dépendant de ce financement pourraient préférer les coentreprises entre les entreprises des pays développés et celles des pays en développement. Ces efforts doivent être non seulement bilatéraux, mais plurilatéraux pour surmonter toute contrainte de disponibilité des ressources. Les agences de financement du développement telles que la US Development Finance Corporation ou la Japan Bank for International Cooperation sont des candidats de choix pour mener à bien cette politique.

Une autre façon pour les gouvernements du G7 d'accroître l'assistance technique consisterait à associer des efforts de recherche et de développement largement nationaux à l'aide au développement offerte aux pays étrangers. Par exemple, le réseau de laboratoires nationaux supervisé par le Département américain de l'énergie travaille déjà sur des projets d'énergie propre avec l'Agence américaine pour le développement international en Asie du Sud et par le biais de la Net-Zero World Initiative, qui élabore des plans de systèmes énergétiques nets zéro avec des partenaires Gouvernements.

Ces efforts sont en grande partie de gouvernement à gouvernement et axés sur la recherche, mais pourraient être étendus à d'autres parties du processus de commercialisation de la technologie axées sur le déploiement et le secteur privé. Un autre exemple futur pourrait être les récents Hydrogen Hubs des États-Unis pour développer des hubs régionaux de production d'hydrogène et la National Green Hydrogen Mission en Inde. Chacun offre des opportunités d'échange d'apprentissages et de développement des affaires, mais ces programmes en grande partie nationaux devront avoir des composantes et un engagement internationaux concertés.

VERS UNE ACCÉLÉRATION DES FINANCEMENTS CLIMAT :
FORGER UN NOUVEAU PARTENARIAT ENTRE
LE SUD MONDIAL ET LE NORD MONDIAL



2. Assurance universelle indicielle en cas de catastrophe pour réduire la pauvreté et la vulnérabilité

dans les économies émergentes

Les changements dans les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes pourraient avoir des effets catastrophiques sur la santé humaine et entraîner des pertes de richesse. Les communautés sont de plus en plus vulnérables à ces aléas naturels, en particulier celles des pays en développement caractérisés par la pauvreté et une capacité d'adaptation limitée. La réduction de ces risques (c'est-à-dire les transferts de risques) alors même que les événements climatiques et le potentiel de catastrophes liées au climat augmentent, nécessite un financement des risques par les organisations internationales et les gouvernements. Ce type de financement des risques doit être considéré comme faisant partie intégrante du financement climatique (Linnerooth-Bayer et Hochrainer-Stigler 2015).

L'assurance indicielle est apparue comme un nouveau type de produit de transfert de risque financier. Étant donné que le paiement de l'assurance est basé sur un indice et un seuil prédéterminés, une réclamation individuelle n'est pas nécessaire. En outre, le modèle aide à surmonter les problèmes couramment identifiés dans les polices d'assurance traditionnelles, à savoir l'aléa moral et la sélection adverse. Plus important encore, ce produit est mieux placé pour gérer le risque météorologique covariable (Barrett et al. 2007). Cet instrument de transfert de risque a d'abord été lancé dans l'agriculture pour assurer contre les chocs climatiques, mais a depuis été étendu pour servir d'assurance contre les catastrophes. Il peut accélérer les processus de reconstruction et de récupération en fournissant un financement et des liquidités post-catastrophe peu de temps après une catastrophe.

Cependant, le marché de ces assurances a été caractérisé par des contraintes de demande, en particulier parmi les ménages pauvres (Leblois, Cotty et Maître d'Hôtel 2020). Les causes profondes comprennent le risque de base, la confiance dans le gouvernement et les droits de propriété foncière. Les trois causes profondes sont interdépendantes. Le risque de base survient parce que les mesures de l'indice ne correspondent pas aux pertes réelles. Cela pourrait provenir, par exemple, de mauvaises méthodes de mesure ou d'un manque de données précises.¹² De plus, les coûts de démarrage sont élevés (Collier, Skees et Barnett 2009). Les gouvernements des pays émergents doivent résoudre ces problèmes pour permettre une assurance universelle contre les catastrophes.

Afin de renforcer la demande d'assurance catastrophe, il est indispensable que les pays émergents coopèrent avec le G7. Cela comprend deux aspects.

Premièrement, le transfert de technologie, afin que les économies émergentes puissent mettre en œuvre une mesure plus précise de l'impact des catastrophes - par exemple, des technologies pour mesurer les précipitations extrêmes dans tous les domaines d'une économie émergente ou l'utilisation de données de télédétection combinées à la modélisation hydrologique (Adbi et al. 2022). Cela réduirait le risque de base.

Deuxièmement, un soutien et des conseils aux économies émergentes pour établir et maintenir un régime transparent de droits de propriété foncière. Si ces deux aspects sont satisfaits, la confiance dans le gouvernement peut augmenter.

Les économies émergentes ont également besoin d'un transfert de connaissances du G7 sur la conception et la réglementation des contrats afin que l'assurance universelle contre les catastrophes puisse être mise en œuvre de manière durable grâce à un partenariat entre le gouvernement et le secteur privé. Il peut s'agir d'une initiative menée par le gouvernement par le biais de réglementations et de subventions, bien que l'intervention spécifique dépende des divers contextes auxquels les différents pays sont confrontés. De plus, la réglementation doit

¹² <https://www.indexinsuranceforum.org/faq/what-basis-risk>



spécifier une répartition claire de la couverture par les assureurs privés et publics.

Enfin, l'APD des pays du G7 pourrait financer le démarrage de la mise en place d'une assurance catastrophe universelle.

Conclusion

Les flux de financement climatique doivent augmenter de manière significative dans les pays en développement, en particulier dans les PMA. Le G7 peut jouer un rôle majeur en canalisant des flux de capitaux plus importants vers les économies frontalières en stimulant l'utilisation du financement mixte pour atténuer les risques et attirer des financements privés supplémentaires. Le G7 peut également aider les pays en développement, en particulier les PMA, à restructurer leur dette pour faire place aux investissements climatiques, par exemple par le biais d'échanges de dette contre le climat. Enfin, le G7 peut être le fer de lance du programme de réforme des BMD pour accroître leur appétit pour le risque et mettre davantage l'accent sur la mobilisation des financements privés pour le climat.

En parallèle, le G7 devrait soutenir les pays en développement, en particulier les PMA, dans le développement d'environnements propices aux investissements privés et le développement de pipelines de projets bancables d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Enfin, le G7 peut soutenir le renforcement des capacités sur les approches mixtes de financement climatique et promouvoir une plus grande concentration sur la mesure de l'impact, la responsabilité et la transparence pour accroître l'efficacité, l'efficience et l'utilisation du financement mixte.

D'autres moyens d'améliorer les financements et les investissements pour le climat dans les pays en développement comprennent un meilleur alignement des politiques industrielles, commerciales et climatiques du G7 et la promotion d'une assurance indexée universelle sur les catastrophes.

Les références

- Abdi, MJ, N. Raffar, Z. Zulkafli, K. Nurulhuda, BM Rehan, FM Muharam, NA Khosim et F. Tangang. 2022. Assurance indicielle et gestion des risques hydroclimatiques en agriculture : examen systématique des méthodes de sélection des indices et de modélisation des indices de rendement. *Journal international de réduction des risques de catastrophe* 67 : 102653.
- Barrett, CB, BJ Barnett, MR Carter, S. Chantarat, JW Hansen, AG Mude, DE Osgood, JR Skees, CG Turvey et MN Ward. 2007. Pièges à pauvreté et risque climatique : limites et opportunités du financement indiciel des risques. Rapport technique IRI 07-02. Palisades, NY : Institut international de recherche sur le climat et la société de l'Université de Columbia.
- Collier, B., J. Skees et B. Barnett. 2009. Assurance indicielle météorologique et changement climatique : opportunités et défis dans les pays à faible revenu. *The Geneva Papers on Risk and Insurance – Issues and Practice* 34 : 401–424.
- Convergence 2022a. État de la finance mixte 2022 : édition climat. <https://www.convergence.finance/api/file/45395a09df1b4cf6ad5ea30a9f92641f56e36aaef1ad5ee0e4025f1ab1a733e25da096007d409a9758701531edaa6d0861874ad2f6fb735c3ffccb17c6800e46580cd7b23de3b64bba37fa9deb30323e2bad6e8908b8c7b570c9b32e148c8bbca24636590ded96e82ccf7b23775646299e338677aac7df47d9d13d34bef32fe3382bd2fd3933deb5b9fb9af7197eae948c43papa72c0180a53ee70b84c3e9384>
- Convergence. 2022b. Le Plan d'action pour la mobilisation des investissements pour le climat et les ODD : pour les marchés émergents et les économies en développement. <https://www.convergence.finance/api/file/8f180a9d9c2bd2fdaa66661f03382bae6acdf66f6fe4f00d620a6832fa13967b8cab4a65f5dc6115bf0b17d88d338f136198af8e764eb01396b4658945c64a12850af64eb9cb6bba1f86a4f1e0c5d75b91bdc03ce585d11b8b771763b364e86ac8a0deb0743d062e7f7c2f5897f0847eff8860af82e17e537e90a5bdc023ea44f1927c5cc0ab2d691d191db12d8fe911>
- Ghosh, A., et N. Harihar. 2021. Coordination de l'atténuation des risques mondiaux pour le financement climatique exponentiel. Un rapport GCF-CEEW. Stockholm : Fondation des défis mondiaux. <https://www.ceew.in/publications/attenuation-du-changement-climatique-et-du-financement-des-energies-propres-risques-pour-le-developpement-nations>
- Alliance GISD. 2021 : Accroître la mobilisation des financements privés - Recommandations aux banques de développement et à la communauté mondiale du développement. https://gisdalliance.org/sites/default/files/2021-10/GISD%20Position%20Paper%20-%20DC%20Recommandations%20Privé%20Finance%20Mobilisation_18%20Oct_0.pdf
- Guillaume Chabert, MC (2022, 22 avril). Blog du FMI. Depuis <https://www.imf.org/en/Blogs/Articles/2022/04/07/la-restructuration-de-la-dette-des-nations-plus-pauvres-necessite-plus-d'efficacite-coordination>
- Groupe d'experts de haut niveau sur le financement climatique. (2022). Financer l'action pour le climat : augmenter les investissements pour le climat et le développement.
- Leblois, A., T. Le Cotty et E. Maître d'hôtel. (2020). Comment le changement climatique peut-il influencer La demande des agriculteurs pour une assurance indicielle ? *Économie écologique* 176 : 106716.
- Linnerooth-Bayer, J., et S. Hochrainer-Stigler. 2015. Instruments financiers pour la gestion des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique. *Changement climatique*, 133 : 85–100.



- Naran, B., J. Connolly, P. Rosane, D. Wignarajah, E. Wakaba, B. Buchner. 2022. Paysage mondial du financement climatique : une décennie de données 2011-2020. Initiative de politique climatique. <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/global-landscape-of-climate-finance-a-decade-of-données/>
- OCDE, TW (2018). Financer l'avenir climatique : repenser l'infrastructure. OCDE, Banque mondiale, ONU Environnement.
- Organisation de coopération et de développement économiques/Fonds d'équipement des Nations Unies (OCDE/FENU). 2020. Financement mixte dans les pays les moins avancés 2020 : Soutenir une reprise résiliente face à la COVID-19. Paris : Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/57620d04-en>
- One Planet Lab. 2021. Financement mixte pour l'intensification des investissements dans le climat et la nature. <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2021/11/Blended-Finance-for-Scaling-Up-Climate-and-Nature-Investments-1.pdf>
- Groupe de travail sur le financement durable. (2022). Rapport 2022 du G20 sur la finance durable.
- Les Nations Unies. 2023. SDG Stimulus to Deliver Agenda 2030 du Secrétaire général des Nations Unies. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/wp-content/uploads/2023/02/SDG-Stimulus-to-Deliver-Agenda-2030.pdf>
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). 2021. Plus de la moitié des habitants des pays les moins avancés n'ont pas accès à l'électricité. 1 juillet. <https://unctad.org/topic/pays-les-moins-avances/graphique-juillet-2021>
- PNUE. (2022). Rapport sur les écarts d'émissions 2022. PNUE.

À propos de Think7

Think7 (T7) est le groupe de réflexion officiel du Groupe des 7 (G7). Il fournit des recommandations politiques fondées sur la recherche pour les pays et partenaires du G7. L'Institut de la Banque asiatique de développement (ADB) est le président principal du T7 sous la présidence japonaise du G7 en 2023.